



Dans le cadre du décret Education Permanente

**La Plate-forme francophone du Volontariat
présente :**

ANALYSE N°7

(8.156 signes)

Le volontariat, mode d'emploi

*Le volontariat peut-il être considéré comme un
tremplin pour l'emploi et la réinsertion sociale
ou professionnelle ?*



Introduction

Ni voleurs d'emploi, ni main-d'œuvre facile, les volontaires ont une place bien à eux dans notre société et au sein des structures qui encadrent leurs activités. Intégrés parfois à des équipes de permanents salariés ou réalisant leur activités de manière isolée, les volontaires doivent désormais présenter certaines qualifications pour lesquelles ils bénéficient parfois de formations. Une façon bien actuelle de valoriser l'expérience acquise, adaptée aux besoins des nouvelles générations de volontaires.

Le volontariat reste un moyen efficace et humain, notamment pour les demandeurs d'emploi, pour mettre en place un **dispositif de réintégration à la société**, en favorisant le souci de l'autre, l'échange et la connexion avec le monde extérieur. C'est aussi une manière de structurer son quotidien et de trouver sa place dans société.

1) Volontaire et demandeur d'emploi

La prise en compte globale du parcours des personnes, incluant les activités extra-professionnelles comme le volontariat, apporte des indices supplémentaires pour mieux cerner les personnes qui postulent pour un emploi. Cela offre également la possibilité aux organisations de dégager des perspectives professionnelles au-delà du registre des tâches exercées précédemment et de la formation initiale. Dans certains contextes, le parcours extra-professionnel peut avoir autant d'important que la carrière professionnelle.

Toutefois, il est important de rappeler que le volontariat relève du domaine privé et qu'en conséquence, il ne peut pas être sollicité de manière institutionnelle.



La participation à une activité de volontariat ne doit pas devenir une condition pour l'accès à certains emplois, formations ou allocations sociales. Le volontariat peut être un **élément constitutif du projet professionnel** et les associations doivent considérer les demandeurs d'emploi en tant que volontaire et non en tant que particulier.

Lors de la création de la loi relative aux droits des volontaires, un article a été consacré à la question des personnes qui perçoivent des allocations : l'article 13. Cet article stipule que les personnes qui perçoivent une allocation de chômage et qui sont désireuses de démarrer un volontariat doivent le **déclarer préalablement auprès de leur organismes de paiement**. La déclaration (formulaire C45A/B) doit donc être transmise avant le début de l'activité de volontariat et il s'agit bien d'une déclaration au sens de la loi et non pas d'une autorisation. L'ONEM dispose alors de 2 semaines pour réagir, si elle considère devoir le faire.

Comme pour les travailleurs en incapacité de travail ou les volontaires percevant une indemnité de chômage, la loi considère que l'activité volontaire et la perception d'une indemnité couvrant les frais engagés par le volontaire sont **compatibles avec le fait que le volontaire perçoive un revenu d'intégration**. Pour le calcul des ressources, il n'est pas tenu compte notamment des indemnités allouées aux volontaires, à condition qu'elles couvrent des frais réels ou que celles-ci soient conformes aux montants forfaitaires autorisés dans le cadre du volontariat, tels que définis dans l'arrêté royal du 15 février 2007. Le demandeur qui souhaite exercer un volontariat conformément à la loi relative aux droits des volontaires doit simplement en informer préalablement le CPAS.



Dans tous les cas, il est important de garder en tête **deux éléments essentiels** : d'une part, le volontariat ne doit en aucun cas se substituer à un emploi salarié et d'autre part, le volontariat ne doit être ni instrumentalisé, ni prescrit.

2) Vers un épanouissement personnel

Le volontariat rapproche les individus d'un emploi possible sans pour autant que cela soit l'objet premier de la démarche volontaire. Plusieurs chercheurs considèrent le volontariat comme un dispositif qui peut aider les personnes en recherche d'emploi à **vivre plus sereinement leur période de chômage**. Les individus peuvent y découvrir une manière d'être qui les aide à franchir les difficultés et à maintenir leur dynamisme pour la recherche d'emploi.

L'engagement volontaire apporte un mieux-être par l'initiative partagée, le débat, la gestion du temps, parfois de l'argent et le sentiment d'appartenance à une cause commune. C'est un **processus de valorisation de la personne** qui les déconditionne de la recherche d'un emploi trop souvent dévalorisante.

Le volontariat est également une manière particulière de 'faire société', en créant un espace potentiel dans lequel les individus peuvent développer des compétences, les entretenir et faire de nouveaux apprentissages. Pour un grand nombre de personnes en recherche d'emploi, le volontariat va correspondre à la nécessité à un moment donné de se mettre en mouvement pour **échapper au cercle vicieux de l'inaction**.



En raison de sa **spécificité humaine, sociale et gratuite**, l'activité volontaire ouvre l'horizon des demandeurs d'emploi qui sont enfermés dans des dynamiques de postes et de profils bien définis. Les individus actifs dans une activité de volontariat conserveront souvent un état d'esprit positif qui leur évitera le risque du repli sur soi, en leur apportant de la satisfaction, du plaisir et un certain cadre d'action pour rythmer leur quotidien. Cela peut être considéré pour certains comme la première étape d'un renouveau dans lequel on se lève tous les matins et on se sent utile dans la société. Une image qui contraste avec celle du chômeur profiteur trop souvent diffusée.

3) Le développement des savoir-faire

L'activité volontaire peut aussi s'avérer très utile pour la pratique ultérieure d'une activité salariée. Un pourcentage important de volontaires y voit **l'opportunité de pouvoir entretenir ou acquérir des compétences**. Ces acquis peuvent être valorisés dans un curriculum vitae ou servir à envisager son avenir professionnel différemment. Le volontariat donne aussi accès à certaines formations.

Une grande majorité de ces mêmes volontaires considèrent le volontariat comme tremplin possible pour retrouver un travail, car il offrira bien souvent la **possibilité de nouer des contacts susceptibles de déboucher sur un emploi**. En effet, le volontariat est une manière de se mettre en réseau socialement. Cependant, le volontariat ne se limite pas à l'opportunité d'élargir ses relations. Lors de son activité, le volontaire va établir des connexions avec des personnes qu'il ne serait pas amené à côtoyer dans le cadre de sa recherche d'emploi.



Indéniablement, ce processus de rencontre, de prise de responsabilité et de mise en activité rendra **une forme de confiance** aux demandeurs d'emploi.

4) La valorisation des acquis de l'expérience

Les associations sont donc des **lieux d'apprentissage**, non seulement de la vie en société, mais aussi de compétences. Au sein d'une association, les volontaires peuvent engranger des compétences aussi variées que dans le cadre d'une activité professionnelle. En plus de ces compétences récurrentes, l'engagement volontaire dans une association génère des compétences spécifiques basées sur l'innovation sociale, le fonctionnement solidaire, la gestion horizontale des ressources humaines ou encore l'optimisation des moyens souvent rudimentaires.

Ces compétences spécifiques liées à une activité de volontariat devraient aujourd'hui être davantage reconnues à travers une valorisation de l'expérience acquise. Il est néanmoins important de pointer du doigt la distinction entre valorisation de l'expérience et validation des compétences. La validation des compétences passe inévitablement par une certification qui impliquerait un contrôle accru de la part des structures et d'un organe de validation sur l'activité volontaire. Or, cette certification risque de devenir l'objectif premier de l'engagement volontaire et certaines structures pourraient même conditionner l'accès au volontariat par l'obtention d'un certificat. C'est pourquoi, il est préférable d'opter pour une valorisation des acquis de l'expérience, qui correspond mieux à la nature gratuite, désintéressée et spontanée du volontariat, en maintenant **l'esprit de liberté inhérent à toute activité de volontariat**.



Conclusion

Il est temps que le volontariat soit **pris en compte positivement dans les politiques sociales et de l'emploi**, pour aboutir dans un avenir proche à une coopération entre les structures à l'emploi et les organismes de volontariat. Certes, ces structures ne présentent pas les mêmes objectifs et ne doivent en conséquence pas être annexées. Cependant, elles se retrouvent dans certaines circonstances sur des intérêts communs. Un dialogue et un langage commun est à instaurer dans l'intérêt tant des structures liées à l'emploi, que des associations qui occupent des volontaires.

Si le volontariat ne doit pas être exploité comme un plan de **remise à l'emploi**, les Pouvoirs publics ont le devoir de se pencher sur les solutions qui existent pour aider les personnes à se réinsérer socialement et professionnellement dans la société.

Pour éviter l'écueil souvent entendu du volontaire 'piqueur d'emploi', il est également nécessaire de **sensibiliser les associations** pour que, justement, elles ne remplacent pas les emplois standards par des volontaires, qui seraient assimilés alors à une main d'œuvre bon marché.

Le volontariat peut devenir une voie de retour à l'emploi seulement si on le considère le fait de retrouver un travail comme un **effet secondaire positif** de son activité volontaire. Il s'agit donc de rester prudent à ce sujet tant la frontière entre les effets bienveillants du volontariat et son exploitation pure et simple peut s'avérer étroite.



Sources

- **GODBOUT Jacques T.** (en collaboration avec Alain Caillé), « *L'esprit du don* », Paris, la découverte, 2003.
- **LOUBET-GROSJEAN M.-F.**, « *Chômeurs et bénévoles, le bénévolat de chômeurs en milieu associatif* », France, Paris, L'Harmattan, 2005.
- **CHANTAL Philippe**, « *La délicate essence de la démocratie : la solidarité, don et association* », in « *Une seule solution, l'association ?* », Socio-économie du fait associatif, La Revue du Mauss, n° 11, premier semestre 1998, Paris, La Découverte/MAUSS.
- Volontariat au présent, j'accueille un futur bénévole demandeur d'emploi, n° 84, quatrième trimestre 1998.
- **LETRAIT Muriel**, « *l'utilisation par les chômeurs du temps libéré par l'absence d'emploi* », In Economie et Statistique, n° 352-353, 2002.
- Le Passeport bénévole, reconnaissance de l'expérience et valorisation des compétences bénévoles, France Bénévolat.
- **SAINT-MARTIN Evelyne**, « *Le bénévolat: Un espace de reconnaissance pour les demandeurs d'emploi* », étude faites au sein des Unités de Management Associatif de l'ADEMA (2006).
- « *Un espace pour l'activité citoyenne- pistes de réflexion sur le volontariat & l'emploi* », Fondation Roi Baudouin, 2001.